



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/LA-CRISE-IDEOLOGIQUE-2>

# LA CRISE IDEOLOGIQUE (2)

- International -



Publication date: mardi 29 septembre 2009

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Nous publions la deuxième partie du texte de Noam Chomsky : "Crise et espoir : les leurs et les nôtres". Cette deuxième partie porte sur la crise idéologique. Les trois autres parties suivantes porteront sur la crise militaire, la crise démocratique et la crise écologique.**

Présentation par la traductrice : Le 12 juin dernier, le professeur Chomsky a donné une conférence organisée par le Brecht Forum, à l'église Riverside de Harlem à New-York. Democracynow.org en a diffusé l'essentiel le 3 juillet. Ce sont ces larges extraits qui sont présentés ici en traduction. Les sous-titres sont de la traductrice.

Traduction : A.Cyr

Une autre crise se cache dans celle-ci. C'est la crise culturelle, celle de la distribution du souci, de l'intérêt pour les autres. Il y a une tendance à ne s'occuper que de ses intérêts à court terme, sur des enjeux restreints, proche de soi. C'est la base de nos institutions socio économiques et de l'idéologie sur laquelle elles reposent. La quantité perverse d'incitatifs donnée aux chefs d'entreprise pour qu'ils s'enrichissent en est maintenant une preuve évidente. Il y en a d'autres. Ainsi, ce qui est qualifié de 'trop gros pour faire faillite' et qui pourtant s'en tire grâce aux fonds publics. Pourtant le dit public n'a jamais eu son mot à dire dans ces décisions. Et il y a d'autres exemples du genre. Ce sont des incompétences inhérentes aux marchés.

La sous-évaluation des risques systémiques est une de ces incompétences qu'on identifie maintenant comme une racine de la crise financière. C'est un risque qui affecte tout le système. Par exemple vous et moi concluons un marché : vous allez me vendre une auto. Il se peut bien que cette transaction soit à notre avantage réciproque. Mais nous n'aurons pas pris en compte le coût pour les autres. Car il y a un coût : la pollution, la congestion, la montée du prix de l'essence et toutes sortes d'autres coûts comme l'assassinat de Nigériens pour que nous puissions leur prendre leur pétrole. Ça ne compte pas pour nous, nous ne le comptons pas. C'est une des incompétences du marché, une des raisons pour lesquelles les marchés ne peuvent pas fonctionner.

Et quand vient le tour des institutions financières cela peut devenir encore plus sérieux. Disons, par exemple que Goldman Sachs gère correctement. Pour des prêts à risque il devra calculer le coût à assumer en cas de défaut de paiement de la part de ses clients. Mais ils ne le fait pas et ne tient pas compte de l'impact de cette incompétence sur l'ensemble du système financier. Nous voyons en ce moment à quel point cela peut devenir important. Pourtant ça n'est pas nouveau.

En fait cette déficience inhérente aux marchés était très bien connue il y a dix ans, au moment où l'euphorie de la confiance atteignait des sommets. Deux éminents économistes, John Eatwell et Lance Taylor ont écrit un livre, Global Finance at Risk où ils décrivent en détail les conséquences de ces incompétences des marchés, celles qu'on observe aujourd'hui. Et ils donnent des moyens d'y faire face. Ces propositions sont l'exact contraire de la rage dérégulatrice qui a été appliquée par l'administration Clinton. Et le président Obama a fait appel à ces mêmes 'dérégulateurs' pour élaborer de pseudo solutions aux problèmes qu'ils ont contribué à créer.

Donc, la crise alimentaire qui touche la majorité du Sud et la crise financière dans le Nord ont des causes communes : le virage néolibéral des années soixante-dix. Il a mis fin au système des accords de Bretton Woods créé par les États-Unis et la Grande-Bretagne à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ces accords ont été élaborés par deux architectes, John Maynard Keynes de Grande-Bretagne et Harry Dexter White des États-Unis. Ils ont établi des principes de base : le contrôle du capital et la régulation des monnaies. Ils avaient perçu que ces principes devaient mener à une croissance relativement équilibrée et permettre aux gouvernements de mettre en place des programmes sociaux, nationaux pour le bien-être de toute la population. Ces programmes ont reçu un appui énorme

partout dans le monde. Ils ont été largement revendiqués des deux côtés de l'Atlantique. En fait, plusieurs économistes ont nommé les années qui suivirent ces accords jusqu'en soixante-dix, 'l'âge d'or du capitalisme'. Cet 'âge d'or' a mené à une croissance sans précédent surtout relativement égalitaire, mais en plus à l'introduction des mesures sociales de l'État providence. Keynes et White étaient parfaitement conscients que la liberté de mouvement du capital et que la spéculation empêchent de telles options. Les écrits des économistes professionnels sérieux soulignent ce qui devrait être évident, soit que les mouvements 'naturels' du capital créent ce qu'on nomme parfois un 'Sénat virtuel' de prêteurs et d'investisseurs qui initient de temps à autres des référendums à propos des politiques gouvernementales. Et s'ils les trouvent 'irrationnelles', en ce sens qu'elles soutiennent les personnes plutôt que les profits, ils votent contre en utilisant la fuite des capitaux, l'évasion fiscale et d'autres manoeuvres du genre. Les gouvernements démocratiques ont donc deux groupes d'électeurs, leur population et ce sénat virtuel qui tient le haut du pavé. Pour les pauvres, cela signifie des successions de désastres.

En fait une des différences, une des raisons radicales des différences entre l'Amérique latine et l'Asie de l'est, ces cinquante dernières années, c'est que l'Amérique latine ne contrôlait pas ses fuites de capitaux. De façon générale, les riches d'Amérique du Sud ne se sont jamais reconnus de responsabilités sociales. Les fuites de capitaux sont à peu près égales à l'ampleur de la dette dans ces pays. De son côté, la Corée du Sud durant sa remarquable période de croissance, a interdit les fuites de capitaux sous peine de mort, facteur parmi d'autres qui marquent sa différence avec les pays d'Amérique latine pourtant beaucoup plus riches en ressources de toutes sortes. On pourrait s'attendre à ce qu'ils soient bien plus avancés que l'Asie de l'est, mais ils ont le désavantage de vivre sous protection impériale.